



Olivier STERN
Adjoint au Maire
AR2022P-005/RT

ARRÊTÉ DU MAIRE

OBJET : Fixation des limites d'agglomération de la Ville de Montreuil

Monsieur Le Maire de Montreuil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2213-1 et suivants,
Vu le Code de la route, et notamment ses articles R110-1, R110-2, R.411-2, R411-8 et R411-25,
Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963 – livre I – 5^e partie : Signalisation d'indication, des services et de repérage, approuvée par l'arrêté du 6 décembre 2011 modifié,
Vu la délibération n°DEL20200528_3 du conseil municipal en date du 28 mai 2020 portant élection des adjoints au maire et notamment élection de Monsieur Olivier STERN au rang de cinquième adjoint au maire,
Vu l'arrêté 2020-0118 du 09 juin 2020 instituant délégation de fonction et de signature à Monsieur Olivier STERN cinquième adjoint au Maire,
Considérant que les évolutions de l'espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés impose de fixer, par rapport à l'ensemble des voies ouvertes à la circulation publique, les limites d'agglomération de Montreuil,

ARRÊTE

Article 1 : Les limites de l'agglomération de la Ville de Montreuil au sens de l'article R110-2 du code de la route sont fixées au plan annexé, sur lequel figure le positionnement des panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération.

Article 2 : La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963 – Livre I - 5^e partie, est mise en place à la charge de la commune.

Article 3 : Les dispositions définies par l'article 1^{er} du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 5 : La Directrice Générale des Services de la ville de Montreuil et le Commissaire Divisionnaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montreuil, le 05 décembre 2022

Pour le Maire et par délégation

Olivier STERN

Adjoint délégué à la relation usagers, au numérique,

aux mobilités, au stationnement et à la ville cyclable



Le Maire :

-Certifie le caractère exécutoire de cet acte compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

-Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible sur le site internet www.telerecours.fr.